

**Royaume-Uni - Russie - Nations
unies - Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 14 mars 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie le Royaume-Uni d'avoir pris l'initiative de cette réunion importante, comme je le remercie pour les éléments d'information fournis sur la situation suite à la tentative d'assassinat de deux ressortissants russes sur son sol le 4 mars à Salisbury.

Permettez-moi de renouveler d'emblée à notre ami et allié britannique tout le soutien exprimé hier et aujourd'hui par les plus hautes autorités françaises, après une attaque inacceptable que le président Macron a condamnée sans réserve.

Au nom des valeurs cardinales que nous partageons, au premier rang desquelles l'état de droit, au nom de notre attachement aux fondements de la paix et de la sécurité dont ce Conseil est le gardien et le garant, je voudrais ici exprimer au Royaume-Uni le plein soutien et la totale solidarité de la France. Cette position ne souffre d'aucune ambiguïté.

Monsieur le Président,

Soyons clairs. Cette tentative d'assassinat dans un lieu public par le recours à un agent neurotoxique de qualité militaire, telle qu'elle nous l'a été rapportée, et qui a exposé la population civile sur le territoire britannique, est totalement inacceptable.

La Première ministre, Mme Theresa May, est intervenue aujourd'hui devant la Chambre des Communes et a établi la responsabilité de la Russie dans cette attaque. Nous faisons pleinement confiance à l'enquête britannique pour faire rapidement toute la lumière sur les circonstances précises de cette utilisation d'une arme chimique. Il est impératif que ceux qui sont à l'origine de cette utilisation soient clairement identifiés et poursuivis et que toutes les réponses adéquates soient apportées au plus vite aux questions légitimement soulevées par le Royaume-Uni dans le cadre de cette enquête.

Ne nous y trompons pas. Les faits et les enjeux sont d'une extrême gravité. L'interdiction d'emploi des armes chimiques se trouve au cœur du régime de non-prolifération qui fonde notre système de sécurité collective, tel que créé et encadré par ce Conseil, et tous ses membres.

La réémergence sous tous azimuts de ces armes barbares aux conséquences meurtrières, dont témoigne leur emploi récurrent en Syrie et au Moyen-Orient, mais aussi en Asie et désormais en Europe, ne peut pas être tolérée. Elle bafoue les principes qui fondent la paix et la sécurité ; elle sape l'architecture de non-prolifération, édifiée pierre après pierre depuis des décennies ; et elle remet en cause la stabilité stratégique. Nous avons alerté à de multiples reprises, devant ce Conseil, du risque de réémergence de ces armes, de leur prolifération vers tous les types d'acteurs et de la menace que cette situation faisait peser sur le système de sécurité collective que nous avons progressivement bâti ensemble.

Soyons bien conscients que nous atteignons ici une dimension nouvelle : celle de l'utilisation d'une substance jamais déclarée à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), dont l'emploi est interdit par la Convention, dans un lieu public, sur le territoire d'un pays européen.

Monsieur le Président,

La France n'acceptera jamais de laisser ceux qui utilisent ou développent des agents toxiques dans l'impunité. Nous rappelons dans ce contexte notre plein soutien aux institutions existantes, en particulier l'OIAC. C'est également la raison pour laquelle la France a lancé en janvier dernier un partenariat international destiné à appuyer les instruments existants dans la lutte contre l'impunité dans l'usage de ces armes.

Monsieur le Président,

Nous devons rester plus que jamais mobilisés dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et contre l'impunité de ceux qui envisagent d'y recourir. C'est pour nous une priorité de tout premier plan et une responsabilité majeure, qui engage la crédibilité du Conseil de sécurité. Soyez assuré de l'engagement résolu de la France en ce sens, aux côtés de ses partenaires et alliés, au sein de ce Conseil et dans toutes les circonstances qui l'exigent.

Je vous remercie./.